

L'assassinat de Andrés Nin : ses causes, ses auteurs

Juin 1939

Brochure qui aurait dû paraître comme n°19 des *Cahiers Spartacus* en juin 1939 mais la Gestapo détruisit les matricules. Après guerre, Wilebaldo Solano remit copie d'un jeu d'épreuves (déposé à la Bibliothèque nationale de Paris) à René Lefeuvre qui l'édita dans la compilation *Espagne: les fossoyeurs de la révolution sociale* (Spartacus, série B, n°65, décembre 1975)

Lorsque Andrés Nin fut assassiné en Espagne par le Guépéou à la fin du mois de juin 1937, le prolétariat espagnol perdit en vérité le meilleur de ses chefs, celui qui avait le plus de clairvoyance et de talent politique, le plus loyal, le plus austère, le plus dévoué. Et non seulement le prolétariat espagnol fut privé de son dirigeant le plus éclairé, mais la classe ouvrière de tous les pays vit disparaître avec lui un de ses chefs les meilleurs et les plus autorisés. Aussi, s'éleva-t-il dans le monde entier une clameur indignée qui retint les mains des bourreaux qui se préparaient à de nouveaux crimes. Quant à la classe ouvrière espagnole, elle ne comprit pas aussitôt la portée de cet événement. La guerre dévorait quotidiennement la vie de nombreux combattants. Une vie de plus, fût-ce celle d'un homme aussi exceptionnel que l'était Nin, cela paraissait sans grande importance. La vénale presse stalinienne acheva de répandre l'erreur et d'étouffer le crime. Et les choses en restèrent là.

Et pourtant, en dépit de la boue que le stalinisme, force de choc de la contre-révolution espagnole, a répandue en Espagne et à l'étranger sur Andrés Nin pour tenter de salir sa mémoire, sa vie et sa mort prennent chaque jour une plus grande actualité et une portée politique plus haute aux yeux des masses ouvrières du monde entier. Les assassins d'Andrés Nin, membres du parti communiste, n'ont pu ni ne pourront, par de nouveaux assassinats, faire disparaître les traces de leurs crimes. Par milliers, les travailleurs espagnols, ceux surtout qui furent ses camarades de parti, sont décidés à honorer la mémoire d'Andrés Nin et à dénoncer les criminels jusqu'à ce que le peuple ouvrier fasse justice de ceux qui en furent les complices et de ceux qui l'ont couvert.

La classe ouvrière espagnole aussi bien que celle des autres pays ignore presque tout des circonstances qui entourèrent l'assassinat d'Andrés Nin, de sa portée politique, des inspirateurs du crime, des exécuteurs. On veut ici tenter d'éclairer ces divers points, et si ce travail est incomplet – il offre cependant aux lecteurs des éléments suffisants pour porter un jugement sur ce qui s'est passé et connaître les responsables.

Pourquoi fut assassiné Andrés Nin

En premier lieu, parce que Nin symbolisait en Espagne la génération qui, après avoir créé et donné la vie à l'Internationale Communiste, se sépara d'elle en la voyant prisonnière d'une caste bureaucratique et d'une politique boiteuse. Fidèle jusqu'à la mort aux principes révolutionnaires qui furent ceux de la III^e Internationale au moment qu'elle se constitua sous la direction de Lénine et de Trotski, Nin abandonna celle-ci pour continuer à défendre les principes fondamentaux du mouvement communiste révolutionnaire, foulés aux pieds par la bureaucratie stalinienne. Attitude que ne pardonne pas la clique criminelle qui, sous la direction de Staline, maintient par la violence le prolétariat russe dans la soumission, et voudrait réduire au même sort la classe ouvrière internationale.

Cependant ce ne fut pas là la seule cause fondamentale de l'infâme assassinat d'Andrés Nin. On en trouve les causes immédiates dans la révolution espagnole elle-même. Andrés Nin était le secrétaire politique du parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) et, par suite, l'interprète le plus autorisé de sa politique. Cette politique n'était rien d'autre que la défense conséquente des intérêts du prolétariat dans la révolution espagnole. C'était une politique qui tendait avant tout à assurer l'indépendance de la classe ouvrière et à empêcher que ne prévalent les tendances bourgeoises républicaines et celles du Front Populaire, lesquelles, par leur tactique de concessions et de compromis, rendirent possible le soulèvement fascisto-militaire du 19 juillet 1936. En assassinant Andrés Nin, on voulait écraser le POUM, anéantir la force révolutionnaire la plus active du prolétariat espagnol. Par un tragique paradoxe, ce n'est pas à la bourgeoisie elle-même qu'il a été réservé de réaliser cette tâche, mais au parti communiste et aux membres des autres sections de la III^e Internationale, spécialement recrutés pour réaliser cette œuvre contre-révolutionnaire. Lorsque Nin eut été assassiné, que de nombreux autres camarades de son parti eurent été massacrés ou fusillés, que des centaines de militants du POUM eurent été emprisonnés, qu'un grand nombre d'autres eurent été odieusement maltraités dans les « tchékas » du S.I.M., dans les cachots de la police d'Etat, sur les pontons ou dans les camps de travail du sinistre commandant stalinien Astorga, le POUM fut déclaré dissous afin de lui interdire toute manifestation politique publique. C'est là précisément ce qu'on voulait obtenir pour que la classe ouvrière fût privée de son expression authentique au moment qu'elle en avait le plus besoin.

Pour quelles raisons a-t-on supprimé « légalement » le POUM ?

Pour quoi combattait Nin, pour quoi est-il mort ?

Pour défendre le mot d'ordre de guerre sur le front et de révolution à l'arrière ;

Pour défendre les Comités ouvriers, organes démocratiques légitimes de la révolution ;

Pour défendre l'hégémonie totale du prolétariat dans le pouvoir ;

Pour défendre l'instauration d'une économie socialiste et la disparition du capitalisme ;

Pour défendre toutes les conquêtes faites le 19 juillet par le prolétariat ;

Parce qu'il soutenait que l'unique garantie de notre victoire résidait dans la solidarité révolutionnaire de la classe ouvrière internationale et non dans l'action des pays impérialistes « démocratiques » ;

Parce qu'il combattait toute la politique boiteuse de front populaire en face de l'impérialisme démocratique européen ;

Bref, parce que le P.O.U.M. résolu à défendre les idéaux révolutionnaires du socialisme et instruit par toutes les expériences de la révolution espagnole depuis le 14 avril 1931, voulait assurer au prolétariat l'instauration d'un régime de propriété collective, la construction du socialisme, et n'était pas disposé à voir le sacrifice des travailleurs du front et de l'arrière profiter aux partis petit-bourgeois radicaux et à l'impérialisme démocratique européen, principaux responsables du soulèvement. C'est ce que le stalinisme n'a pas pardonné ni ne pardonne à Andrés Nin, au P.O.U.M., et à tous les véritables révolutionnaires.

Le parti communiste et le P.S.U.C. étaient avant tout, en Espagne, les interprètes de la politique extérieure de l'Union Soviétique. Cette politique avait pour objectif principal de chercher un accord avec la bourgeoisie démocratique internationale, fût-ce en sacrifiant les intérêts et idéaux révolutionnaires du prolétariat. Pour développer et mener à bien cette politique, l'Union Soviétique, et son appendice mondial l'Internationale Communiste, ne pouvaient consentir que s'affermissent dans notre pays les conquêtes de la classe ouvrière. En conséquence de quoi le stalinisme se donna dès les premiers moments pour objectif principal d'anéantir le P.O.U.M. par tous les moyens et de le discréditer publiquement devant la classe ouvrière mondiale.

On parvint *officiellement* à condamner le P.O.U.M. au silence. Mais le prolétariat eut occasion d'apercevoir quotidiennement comment les conquêtes du 19 juillet étaient réduites à leur plus simple expression, comment les riches et les chefs de la bureaucratie et de l'armée se nourrissaient avec abondance, tandis que les travailleurs mourraient de faim ; comment les prisons, les « tchékas » du S.I.M. et de la police et les camps de travail se peuplaient de révolutionnaires éprouvés ; comment les collectivités agricoles et industrielles étaient persécutées et détruites ; comment les partis petit-bourgeois retrouvaient leur ancien pouvoir ; comment on privait le prolétariat de son droit à l'expression de sa pensée et de son droit de protestation et de critique ; comment les syndicats devenaient de simples organismes de l'Etat bourgeois, etc., etc.

Pour parvenir à cela, le parti communiste commença, dès le commencement de la révolution, une violente campagne contre le P.O.U.M., car il pensait, et à juste titre, que le P.O.U.M. était formé de la minorité révolutionnaire la plus consciente. La campagne commença à Madrid, où la situation militaire était la plus grave à la fin de 1936 et au commencement de 1937, et où notre section était numériquement faible. On ne lésina pas sur les moyens. Les radios madrilènes du parti communiste diffusaient quotidiennement toutes sortes de mensonges ; la presse stalinienne accusait nos camarades d'être alliés de Franco ; on refusait à la section madrilène le pain et l'eau, et, sur les fronts, on persécutait avec acharnement ses héroïques miliciens. Profitant de l'hégémonie presque entière dont le stalinisme jouissait dans l'appareil officiel de Madrid, on passa, après cette campagne préparatoire, aux voies de fait. La police s'empara de « *Radio-Combatiente Rojo* », et des hebdomadaires « *P.O.U.M.* » et la « *Antorcha* » et mit nos camarades hors d'état de mener publiquement la propagande. Ceci ne put se réaliser qu'avec la complicité de la gauche socialiste. Largo Caballero était président du Conseil. Angel Galarza, ministre de l'Intérieur, et Wenceslao Carrillo, directeur général de la police.

Mais ni la bourgeoisie démocratique, ni les diverses formes de dictature totalitaire ne peuvent aisément anéantir un parti révolutionnaire. Le P.O.U.M. vivait et agissait. Avec de grandes difficultés et parmi de grands dangers à Madrid, avec pleine vigueur et intensité en Catalogne. La région catalane était et reste la forteresse de notre parti. La campagne ne pouvait s'y dérouler avec autant de précipitation : il fallait la préparer et procéder par étapes. D'ailleurs, la Confédération Nationale du Travail et la F.A.I. se trouvaient alors au plus fort de leur puissance ; elles englobaient de grandes masses de travailleurs catalans qui connaissaient bien les militants du P.O.U.M. et ses chefs. Il fallait suivre un plan. Cependant on se hâta trop de juger la situation assez mûre pour une offensive à fond. Cette précipitation fut une des principales causes qui empêchèrent d'atteindre les objectifs finaux qu'on se proposait.

Les Journées de Mai

Suivant le plan tactique qu'ils avaient établi, les staliniens voulaient à tout prix en finir d'abord avec les positions révolutionnaires qu'avaient en Catalogne le P.O.U.M., la C.N.T. et la F.A.I. Moscou les aiguillonnait quotidiennement. Aussi, menaient-ils une campagne publique de mensonges et de dénigrement contre ces organisations. On voulait déchaîner contre elles, et principalement contre le P.O.U.M., la colère des ouvriers en les rendant responsables des défauts d'organisation de l'arrière. Les choses allèrent jusqu'au point où les staliniens qui dirigeaient les services d'approvisionnement organisèrent délibérément le sabotage pour exciter l'hostilité populaire contre les éléments révolutionnaires, qu'ils accusaient précisément d'être les saboteurs. Nombre d'agents staliniens étrangers affluèrent en Catalogne, qui étaient des spécialistes de ce genre de manœuvres. Ces agents se consacrèrent à préparer les esprits, à convaincre les psuquistes¹ catalans eux-mêmes de la nécessité d'une attaque de fond contre le P.O.U.M., car certains y étaient hostiles parce qu'ils connaissaient bien l'ambiance ouvrière de Barcelone et les périls que comportait une telle action.

Selon les plans, on attaquerait d'abord le P.O.U.M. Pour y parvenir, il était particulièrement intéressant de neutraliser la C.N.T. et la F.A.I., afin que ces organisations ne puissent protester ou se solidariser avec les persécutés au moment où commencerait la répression contre notre parti. On flattait publiquement les anarcho-syndicalistes et on les invitait à l'union. C'était l'application de la célèbre « politique d'unité » à l'hameçon de laquelle mordirent ingénument les farouches défenseurs de l'intransigeance dans la C.N.T. et la F.A.I.

¹ Membres du P.S.U.C., le PC stalinien en Catalogne (*Note MIA*)

Cependant, dans le même temps, on discréditait peu à peu, par les mêmes moyens, les organisations libertaires.

La haine se concentrait essentiellement contre le P.O.U.M. qui était incarné à leurs yeux par Andrès Nin. La presse communiste commença à redoubler ses coups, à nourrir ses colonnes de communiqués de l'Ambassade soviétique à Barcelone. L'organe de la 27^e division, division stalinienne, publia une caricature où l'on voyait Nin au bras de Franco. Le journal du P.S.U.C. de Lérida en vint à écrire : « Il faut anéantir Nin et son petit groupe d'amis ». C'était le titre d'un article signé par le député stalinien Valdes, qui fut ensuite expulsé du parti pour trahison. On créait ainsi une ambiance favorable pour un pogrome.

Une offensive ouverte restait cependant difficile. Le P.O.U.M., ses militants, ses chefs Joaquín Maurín et Andrès Nin étaient trop connus du prolétariat catalan pour qu'on pût les faire passer pour suspects à la cause de la révolution. Il fallait une provocation qui déchaînât la violence des travailleurs et c'est ainsi qu'on procéda. Ce fut la lutte de la « Téléphonique » : ce furent les glorieuses « *Journées de Mai* ». Il n'est pas nécessaire que nous expliquions ici le sens de ces « Journées », ce que fut l'action du prolétariat et comment agirent les forces contre-révolutionnaires. Mais il est nécessaire que nous disions que cette provocation fut consciente et minutieusement préparée. « Quand à la provocation monstrueuse des événements de mai, il y a encore beaucoup à dire là-dessus », dit Fédérica Montseny dans sa réponse au Procureur général au cours du procès qui eut lieu à Barcelone contre le Comité exécutif du P.O.U.M. Et nous pouvons ajouter que, pour ce qui est des *Journées de Mai*, il est suffisamment prouvé qu'elles furent provoquées par le P.S.U.C. et ses agents étrangers, afin de justifier la répression contre l'avant-garde révolutionnaire. Lorsque se termina la lutte dans les rues, par suite de la trahison des chefs de la C.N.T., les forces contre-révolutionnaires crurent à leur toute-puissance. C'est alors que commença contre tous les révolutionnaires une persécution acharnée. Ne se croyant pas encore assez forts pour écraser à la fois les anarchistes et nous-mêmes, ils concentrèrent toute leur férocité sur le P.O.U.M., « seul responsable des événements ». La campagne qui avait été menée avant les événements de mai dans la presse stalinienne atteignit alors son plus grand degré d'infamie. On ne demandait rien de moins que l'extermination physique de nos militants, la suppression de nos organes d'expression, un arrêt total de l'activité politique du P.O.U.M.

Même ainsi, la situation n'était pas assez mûre pour qu'on pût appliquer radicalement de telles mesures. Et l'on ne pouvait même pas se fonder sur l'argument politique de l'intervention du P.O.U.M. au cours de ces mémorables journées. Tout le prolétariat catalan les avait vécues, toute la classe ouvrière de Barcelone avait été du côté des combattants de barricade ; tout le monde savait à quoi s'en tenir sur la réalité des événements. Immédiatement après les journées de mai, la contre-révolution ne se sentit pas assez forte, en Catalogne, pour supprimer politiquement et organiquement un secteur ouvrier sur la simple accusation qu'il était intervenu dans ces événements. Il fallait craindre en effet un soulèvement indigné du prolétariat.

On recourut alors au gouvernement de Valence, que présidait encore Largo Caballero. On voulut arracher à celui-ci un décret par lequel le P.O.U.M. eût été déclaré « illégal ». Au cours du procès qui eut lieu à Barcelone contre notre parti, Largo Caballero déclara :

« On me demanda avec insistance la dissolution du P.O.U.M. Je m'y suis toujours refusé. Je n'ai pas pendant cinquante ans combattu pour les droits démocratiques des ouvriers pour commettre un attentat contre ces droits ». Cette nouvelle manœuvre échoua donc.

Peu après se constitua le Gouvernement Negrín, sans la participation de la gauche socialiste, ni de la C.N.T., ni de la F.A.I. L'occasion était plus propice. Il fallait entreprendre une offensive à fond. Le plan en fut tracé, on chercha des complices, on choisit le lieu des opérations. Et c'est alors que fut exécutée la monstrueuse manœuvre tactique contre Andrès Nin et contre son parti.

Le plan d'attaque n'avait plus pour base les Journées de Mai, prétexte glissant et dangereux et qui pouvait à la longue servir de plate-forme politique au P.O.U.M. lui-même. Il fallait lui donner un caractère plus criminel : présenter Andrès Nin, chef le plus en vue du P.O.U.M., et son parti comme étant en relations avec leurs mortels ennemis les fascistes. Il existait une pratique politique et une technique spécifique pour l'invention de sombres forfaits : celles qu'avait mise constamment la Guépéou lorsqu'il s'était agi d'arrêter les oppositionnels russes et de monter les célèbres « procès » de Moscou. En s'inspirant de ses méthodes, les agents staliniens espagnols et étrangers commencèrent à agir.

Le document « N »

Le 16 juin 1937, on arrêta Andrès Nin et on déclencha la répression contre son parti : pour donner un fondement à de tels actes, on « découvrit » le *document N*. Selon la version donnée, avec la complicité directe du gouvernement d'alors, par la police stalinienne de Madrid, les agents qui avaient arrêté le fasciste caractérisé Javier-Fernández Golfín avaient saisi sur lui un plan de Madrid portant l'indication des emplacements de pièces d'artillerie et de batteries anti-aériennes. Selon cette version policière, les agents, en « manipulant » ce plan dans les laboratoires de la Brigade Spéciale de Madrid (laboratoires qui, ainsi qu'il fut démontré par la suite, n'existaient pas) découvrirent un écrit chiffré qui se trouvait être, quel merveilleux hasard ! une information donnée à Franco par ses agents madrilènes ; ceux-ci lui disaient qu'ils étaient en relations avec l'éminent membre du P.O.U.M. connu sous la désignation de « N », lequel était prêt à les aider et à leur accorder son appui politique.

Evidemment on voulait, par la lettre N, désigner l'incorruptible révolutionnaire Andrès Nin. La supercherie était trop grosse pour que personne pût y croire. Dès le premier moment, il n'y eut pas un homme politique responsable qui, ayant pris connaissance du « document », accordât la moindre créance à une si maladroite supercherie. Seul le stalinisme, d'où sortent les auteurs et les complices de ce faux monstrueux, mit à profit l'occasion pour attiser le feu de sa haine et de ses aspirations contre-révolutionnaires. Il fut l'inventeur et le divulgateur de cette escroquerie politique.

Il convient de dire que, le 18 juin, le Directeur général de la police fit venir à son bureau tous les correspondants étrangers qui se trouvaient à Valence. L'objet de cette convocation était de leur montrer le « document N », afin de démontrer la culpabilité de Nin et du P.O.U.M., c'est-à-dire leurs relations avec l'espionnage fasciste. Les journalistes se rendirent immédiatement compte qu'il s'agissait d'un absurde truquage. Ils télégraphièrent à leurs journaux respectifs en déclarant qu'il ne fallait pas se faire l'écho d'une semblable invention. Il y eut cependant un journal anglais pour rendre compte du « document ». Son correspondant à Valence protesta immédiatement qu'on ne pouvait accorder de crédit à une si évidente falsification.

Il faut également souligner que dans les premiers temps on ne parvint pas non plus à connaître de façon certaine comment avait été falsifié le « document N », et par qui. Aujourd'hui, tout cela a été éclairci et ne comporte plus le moindre secret.

Dans l'organisation fasciste qui existait à Madrid et que dirigeait le phalangiste Javier Fernandez Golfín, fusillé à juste titre à Barcelone, le Commissaire de la Brigade spéciale de la capitale, Fernando Valentin, introduisit, pour le compte de la police, un certain Alberto Castilla qui, semble-t-il, se trouve aujourd'hui à Paris après avoir touché une forte somme. Le plan saisi sur Golfín et qui comportait l'indication des emplacements des pièces d'artillerie, ce Castilla l'eut quelques semaines en son pouvoir, car il avait réussi à capter la confiance politique et personnelle des fascistes.

Une fois en possession du plan, l'indicateur Castilla le transmit aux agents stalinien. Un communiste russe dont on n'a pu encore connaître le nom et qui se trouvait au Cabinet du chiffre de l'état-major du ministère de la Défense Nationale, procura, pour la falsification qu'on voulait faire, une clé qui avait été découverte quelques jours auparavant par le Cabinet du Chiffre et qu'utilisaient entre eux les fascistes. Un agent stalinien se chargea de rédiger un message qui devait apparaître en langage chiffré au verso du plan. On donna à ce message une rédaction équivoque pour créer la confusion. On employa, pour l'écrire, la clé découverte dans un message fasciste qui venait de Palma de Majorque. Telle est l'histoire interne, simple et véridique du si célèbre « document N ». Sur ce faux vécut pendant des mois et des mois toute la presse stalinienne internationale ; en invoquant ce faux on a assassiné notre Andrés Nin. La tromperie était connue de tout le monde. Il ne manquait pour couronner l'imposture que de voir la fausseté du « document » *légalement* démontrée. Le Tribunal Central d'espionnage, dans sa sentence contre le Comité exécutif du P.O.U.M., méprisa le « document », et s'il ne dénonça pas ses auteurs, c'est qu'on lui avait confié la tâche de les couvrir.

La vie exemplaire d'un révolutionnaire

Nous résumerons brièvement la vie exemplaire de révolutionnaire de celui qui fut secrétaire politique du P.O.U.M. Par sa vie et par son œuvre, il fut constamment et d'une façon désintéressée non seulement au service de la classe ouvrière espagnole, mais au service du prolétariat international. Comme couronnement de toute sa vie, Nin est mort à son poste de combat, en défendant la classe ouvrière contre tous ses ennemis.

Andrés Nin naquit à Vendrell (province de Barcelone) en 1892. Fils d'un ouvrier cordonnier, il fit ses premières études au Collège National de cette localité. A 18 ans, il se rendit à Barcelone afin de devenir instituteur d'Etat. Très jeune encore, il intervint déjà dans son village au cours des événements révolutionnaires de 1909 qui avaient leur origine dans la guerre du Maroc.

C'est à l'Union Fédérale nationaliste républicaine de Catalogne qu'il commença sa vie politique. En qualité d'affilié à ce parti, il intervint dans quelques réunions politiques et fut rédacteur de *El Poble Català*. Puis attiré au mouvement ouvrier, il entra dans le parti socialiste espagnol et prit encore part à de nombreuses réunions. Il fut nommé délégué au Congrès de la C.N.T. tenu à Madrid, au Théâtre de la Comédie, en 1919. C'est à ce Congrès qu'il adhéra au syndicalisme révolutionnaire. En 1920, lorsque la répression menée par Martínez Anido et Arlegui battait son plein, il fut nommé secrétaire général de la C.N.T. L'année suivante, il fit partie de la délégation que la Confédération envoya en U.R.S.S. A partir de cette époque, il milita activement dans le mouvement communiste. Plus tard, il assista au premier Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, et en fut nommé secrétaire avec Losovsky ; il remplit cette charge pendant huit ans, jusqu'à son départ de l'U.R.S.S.

Il intervint activement pour sauver les auteurs du meurtre de Dato, en conséquence de quoi il fut arrêté à Berlin par la police allemande. Il fut nommé membre du Soviet de Moscou. Il avait été plusieurs fois délégué par l'Internationale Communiste et par l'Internationale Syndicale Rouge dans les pays de l'est de l'Europe et en Amérique Latine. Il fut expulsé de plusieurs pays, et toujours pour des motifs essentiellement politiques. Il fut plusieurs fois expulsé d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre et de France. Il organisa la Conférence syndicale pan-américaine et tout il fut le mouvement révolutionnaire d'Amérique latine. Tout en menant cette activité, il collaborait aux principales publications de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge de tous les pays et principalement de l'Union Soviétique.

Plus tard, lorsque surgirent les luttes de tendances au sein du Parti communiste, Nin se plaça résolument aux côtés de l'Opposition de gauche. Il fut de ceux qui réclamèrent, dans le parti de Lénine, le droit de penser, de parler, et de se prononcer librement. Après une série de persécutions dont nous avons largement éprouvé la qualité en Espagne, il rentra dans notre pays, où il reprit aussitôt sa place dans le mouvement révolutionnaire. Il entra dans l'Opposition Communiste de Gauche, qui se transforma plus tard en Gauche Communiste, et dont il fut le principal dirigeant et le secrétaire général. En 1935, la Gauche Communiste fusionna avec le Bloc Ouvrier et Paysan, constituant l'actuel P.O.U.M., dont Nin devint membre du comité exécutif.

Nin avait fait partie, depuis sa constitution, du Comité de l'Alliance Ouvrière de Catalogne, qui joua un rôle si utile dans le développement de la révolution avant, pendant, et après octobre 1934. Il était directeur de la revue théorique *La Nueva Era* et Secrétaire général de la Fédération Ouvrière d'Unité Syndicale (F.O.U.S.). Après le 19 juillet, et par suite de l'absence de Joaquín Maurín, prisonnier en territoire fasciste, il se chargea du Secrétariat politique du P.O.U.M. Lorsque éclata le soulèvement, il fut désigné comme membre du Conseil d'Economie de Catalogne, et, plus tard, il occupa le poste de Conseiller à la Justice dans le Gouvernement de la Généralité. De ce poste, il légalisa la Révolution dans le Droit, simplifia

la procédure de façon révolutionnaire, créa les Tribunaux Populaires et accorda les droits politiques à la Jeunesse à partir de 18 ans.

Au cours de sa vie, Andrés Nin prit part à des centaines et des centaines de meetings, prononça de nombreuses conférences, écrivit un grand nombre d'articles et dirigea plusieurs journaux. Il était en outre l'auteur des ouvrages et brochures suivants : *Les Dictatures de notre temps*, *Les Organisations Ouvrières Internationales*, *Les Mouvements d'Emancipation Nationale*, *Critique du Fascisme*, *Le Mouvement Syndical en Espagne*, *Fascisme et Syndicats*, *Danger de guerre et Mouvement Ouvrier International*, *Ce que sont les Soviets*, *La grève générale de Janvier et ses enseignements*, *Réaction et Révolution en Espagne*, *La Mandchourie et l'Impérialisme*, *Le Proletariat espagnol devant la Révolution*, *Les Anarchistes et le mouvement syndical*, etc., etc. La plupart de ses travaux ont été publiés en espagnol et les autres en catalan, en russe, en français et en allemand.

Son activité révolutionnaire valut à Nin de nombreuses persécutions en Espagne. Avant son assassinat il avait déjà vu la mort de près. Il fut un des premiers militants ouvriers du mouvement catalan contre qui eurent lieu les attentats des bandes du « Syndicat Libre » de Barcelone. En 1920, alors qu'il se trouvait au « Bar Cycliste » en compagnie du militant libertaire Canela, les pistoleros du Syndicat Libre déchargèrent sur eux une pluie de balles. Nin échappa à la mort en se jetant sur le sol. Canela, criblé de balles, mourut dans le bar. Furieux de savoir que Nin avait échappé à la mort, les pistoleros du Syndicat Libre le recherchèrent avec une ardeur redoublée. Il lui fallut, pour se mettre à couvert, vivre dans une entière illégalité.

Telle fut, brièvement rapportée, la vie héroïque et pleine d'abnégation d'Andrés Nin, secrétaire politique du P.O.U.M., dont le nom est uni aux meilleures traditions du mouvement ouvrier espagnol et international.

Détention et odyssée de Nin

Le 16 juin 1937, à midi, trois agents de police se présentèrent au local du Comité Exécutif du P.O.U.M., situé sur la Rambla de Los Estudios de Barcelone. Nin avait été préalablement averti que son arrestation avait été décidée ; mais n'ayant rien à cacher, il n'accorda pas d'importance à cette confidence. Il avait trop confiance que les méthodes de Moscou ne pourraient se répéter en Espagne. Les trois agents avaient ordre d'effectuer plusieurs arrestations. Ne trouvant que Nin, ils invitèrent celui-ci à les suivre à la Direction de la Police, où il fut conduit rapidement.

C'est vers une heure de l'après-midi, approximativement, qu'il dû entrer dans cet établissement. Les amis et camarades qui tentèrent de lui rendre visite à la Direction de la police se heurtèrent au refus le plus catégorique. On alla même jusqu'à nier absolument que Nin s'y trouvât détenu. Jusqu'à présent, on n'est pas parvenu à savoir s'il fut soumis à un interrogatoire ni de quel traitement il fut l'objet à Barcelone.

Quelques heures plus tard, on parvint à savoir qu'à 4 heures de l'après-midi il avait été emmené de la Direction de la police en automobile et conduit à Murcie, sans que personne s'expliquât pourquoi cette localité avait été choisie. Tel fut le bruit qui courut dans les premiers moments : dans la suite on sut avec plus de certitude qu'il avait été emmené en direction de Madrid. Le transfert de Nin se fit en automobile : il était accompagné d'agents stalinien du ressort de Madrid. Cette automobile était suivie d'une autre, qu'occupaient des agents étrangers de la Guépéou.

La caravane s'arrêta à Valence, sans qu'on ait pu non plus savoir où se trouva enfermé Nin pendant son séjour dans cette ville. Sa compagne qui, dès qu'elle eut connaissance des faits, se rendit à Valence, ne parvint pas à savoir où il se trouvait. Dans tous les organismes policiers où elle s'adressa, on lui répondit de façon évasive et hésitante, ce qui indique bien clairement que déjà des projets sinistres étaient formés concernant la vie de notre camarade.

L'arrêt à Valence ne dura sans doute que quelques heures, car dans le dossier de l'instruction contre le C.E. du P.O.U.M. figure, à la date du 17 juin, une déclaration faite par Nin devant la police de Madrid et en présence d'agents dont les noms, contrairement à toute coutume judiciaire, ne figurent ni au commencement ni à la fin de la déclaration. Pendant le temps qu'il resta à Madrid, il dut se trouver enfermé dans les cachots de la Brigade spéciale, située au Paseo de la Castellana : il y a en effet, sur ce point, des témoins dignes de foi.

Pour préparer un alibi pour l'assassinat qui était déjà décidé, il fut transféré, le 19 juin, dans un chalet particulier d'Alcala de Hénarès, station estivale de la province de Madrid. « La police de Madrid commit une véritable séquestration, a déclaré le ministre de la Justice d'alors, M. Irujo, en enfermant Nin dans une maison particulière. » Cet acte fut tellement arbitraire et donnait une telle responsabilité à la police du Parti communiste que celle-ci, craignant qu'on ne voulut établir ses responsabilités, falsifia, lorsque l'affaire se découvrit, plusieurs documents, afin de tenter de démontrer que ç'avait été « par décision supérieure » que Nin avait été transféré à Alcala de Hénarès, « car, étant donné sa personnalité, il était nécessaire de l'entourer des plus grandes garanties de sécurité », lit-on dans un rapport de police postérieur.

Des renseignements et des déclarations rassemblés, les autorités judiciaires elles-mêmes sont parvenues à établir que les divers transferts d'Andrés Nin n'étaient mentionnés sur les registres d'aucun centre officiel et que, par conséquent, ils se firent d'une manière arbitraire sans absolument qu'aucune des formalités légales, stipulées pour de tels cas, eût été accomplie et sans que lui-même eût été détenu dans aucune prison officielle de l'Etat. La police stalinienne agit exclusivement pour son compte et de sa propre initiative, et complètement en marge des lois en vigueur.

Séquestre, alibi et assassinat

Le 23 juin, un groupe de huit officiers de nationalités russe et polonaise se présenta au chalet d'Alcala de Hénarès où était détenu Andrés Nin. Aux deux policiers chargés de sa garde, ces officiers présentèrent un document – que l'on démontra ensuite être un faux – signé par le général Miaja et par le chef de la police de Madrid d'alors David Vasquez, ordonnant qu'on leur livrât le détenu Andrés Nin. Les policiers de service ne reconnurent pas ces signatures et déclarèrent qu'ils

devaient d'abord téléphoner pour avoir confirmation de l'ordre. Ils furent alors, pour toute réponse, ligotés et enfermés dans une chambre. Puis les officiers étrangers se dirigèrent vers l'endroit où se trouvait Nin, et, l'arrachant de vive force de la chambre, le traînèrent dans une automobile choisie parmi celles qui attendaient à la porte du chalet ; cette automobile démarra à toute vitesse et pour un lieu inconnu. Les agents qui étaient chargés de garder Nin dans le chalet d'Alcala de Hénarès et qui ont déclaré que les auteurs du rapt les immobilisèrent en les attachant, étaient du ressort de Madrid et se nomment Juan Bautista, Carmona Delgado et Santiago Gonzalez Fernandez.

Un fait de cette nature, étant donné la personnalité d'Andrès Nin dans tous les pays, était destiné à provoquer un grand scandale international, qui pouvait avoir de graves répercussions politiques venant après les procès de Moscou, les rapt commis par la Guépéou en France, en Suisse, dans d'autres pays et en Espagne même. Aussi était-il nécessaire de préparer un alibi. C'est ce qu'on fit avec la plus grande maladresse qu'il soit possible d'imaginer.

Les auteurs du rapt avaient préparé une luxueuse et grande serviette de peau, à l'intérieur de laquelle ils avaient déposé toute une série de papiers et de documents, dont la police de Madrid s'était emparée au cours de diverses perquisitions antérieurement effectuées chez des fascistes. Ils laissèrent tomber cette serviette dans le chalet dans l'intention de démontrer que Nin avait tout simplement été délivré par des agents de la Gestapo allemande, qui, fuyant, avaient oublié la serviette.

Dans sa maladresse infinie, le stalinisme est tombé sur ce point dans de constantes contradictions. Des staliniens impliqués dans l'affaire ont déclaré que Nin avait la serviette dans son cachot, comme s'il était possible d'imaginer que, fouillé et gardé comme il l'était, Andrès eut pu conserver une serviette contenant de nombreux documents ; puis ils ont dit que la serviette avait été trouvée dans le jardin du chalet. Disons, pour terminer, que, présentés à David Vasquez, ces documents que l'on disait avoir trouvés dans la serviette saisie sur Nin selon une version ou perdue par ceux qui l'avaient enlevé selon une autre version, David Vasquez les reconnut comme ayant figuré dans les archives de la police, d'où ils avaient été soustraits quelques jours auparavant.

Les officiers polonais et russes qui enlevèrent Nin appartenaient à la brigade qui était en garnison au Prado. C'est là qu'ils conduisèrent Nin, et c'est là qu'ils le fusillèrent. Nous ne sommes pas parvenus non plus, jusqu'à présent, à déterminer toutes les circonstances de son assassinat ni à connaître toutes les tortures auxquelles il fut sans aucun doute soumis : mais l'Histoire ne manquera pas de préciser ce détail, car les canailles se mettent d'habitude facilement d'accord pour le crime, mais lorsque celui-ci est en voie d'être découvert dans tous ses détails, ils tentent alors de se blanchir en s'accusant les uns les autres. Mais déjà une suffisante clarté règne dans les faits essentiels, pour tout ce qui concerne la détention, la torture, la séquestration, le rapt et l'assassinat d'Andrès Nin.

En tout cas, nous ne cesserons pas notre effort avant d'avoir fait connaître à la classe ouvrière espagnole et internationale tout ce qui concerne le sort de notre Secrétaire politique Andrès Nin. Cette tâche est liée à l'honneur de notre parti et du prolétariat en général.

Les circonstances ont beaucoup changé et les possibilités de mettre toute cette affaire en lumière également. En attendant que cette tâche soit menée à bien, nous nous en tenons seulement aux faits démontrés car jamais nous, révolutionnaires, n'avons utilisé et n'utiliserons le mensonge et la calomnie.

Orloff a décidé l'assassinat de Nin

Cependant il y a un fait parfaitement établi et qui n'offre prise à aucun doute. Et c'est que ce fut Orloff qui décida la mort de Nin.

Le ministre de la Justice, M. Irrujo, ayant le sincère désir d'éviter l'attentat commis contre Andrès Nin, envoya à Madrid deux agents de police de confiance qui devaient rechercher le lieu où il se trouvait. Les deux agents agirent avec tant de diligence et d'activité que non seulement ils arrivèrent à savoir où se trouvait Nin, mais ils parvinrent même à le voir. C'était après qu'il avait été enlevé de la prison d'Alcala de Hénarès.

Les deux agents rendirent visite au général Miaja et l'informèrent que Nin se trouvait dans une « tchéka » de la brigade du général Orloff. Le général Miaja fit appeler celui-ci et lui déclara qu'il devait livrer le détenu aux autorités de l'Etat. Orloff répondit qu'il était prêt à le faire, mais qu'il ne pouvait le livrer qu'au ministre de l'Intérieur lui-même.

Julian Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur d'alors, fut appelé à Madrid d'urgence et s'y transporta aussitôt. Lorsqu'il vit Orloff celui-ci se borna à dire qu'Andrès Nin avait disparu du lieu où il se trouvait. Zugazagoitia rentra tranquillement à Valence sans oser prendre aucune décision.

Le général Orloff était alors plus puissant que le Gouvernement espagnol de front populaire, car il avait derrière lui la Guépéou.

Un agent du Guépéou espionnait le P.O.U.M.

Comme préliminaires aux événements qui aboutirent à l'assassinat d'Andrès Nin et à la persécution contre son Parti, un agent de la Guépéou, qui eut dans la suite une participation active à l'affaire et dont la vie se termina également d'une façon tragique, s'introduisit dans nos milieux.

Au commencement de l'année 1937, un Commissaire des brigades internationales se présenta à nos camarades de Madrid ; il se disait russe et prétendait sympathiser avec le P.O.U.M. Il se rendait souvent aux locaux de notre Parti à Madrid en feignant d'adopter de grandes précautions comme s'il craignait la persécution stalinienne. Quelquefois il était accompagné d'autres étrangers qu'il présentait comme des prosélytes. Il recueillait, et presque toujours sollicitait, toute

notre propagande, qu'il répartissait, disait-il, parmi les miliciens des brigades internationales. Il alla même, en certaine occasion, jusqu'à apporter quelque argent, qu'il disait également avoir collecté dans les brigades internationales.

Lorsque approcha la date fixée pour la tenue du Congrès de notre Parti, cet agent de la Guépéou exprima son désir d'y assister comme délégué « au nom des cellules du P.O.U.M. des brigades internationales ». Les camarades de Madrid lui remirent une lettre de présentation pour le Comité Exécutif.

Léon Narvich – tel était son nom – arriva à Barcelone avec la lettre de présentation des camarades de Madrid et avec un appareil photographique qu'il portait toujours en bandoulière. Il s'entretint avec presque tous les membres du C.E., principalement avec Nin, et avec beaucoup de camarades étrangers inscrits dans notre Parti. En vérité, il n'inspira aucune méfiance au commencement. Mais il avait trop d'affection pour son appareil photographique et il aimait trop faire des photographies. C'est ce qui le perdit.

Lorsque le 16 juin, la police pourchassa notre Parti, les agents de police portaient, pour identifier les camarades, les photographies qu'avait faites Léon Narvich. Les soupçons qui existaient déjà devinrent plus évidents, l'agent de la Guépéou bien qu'il n'eut rien pu établir, fut en pratique, l'inspirateur de toute la répression. Il paraît même qu'il était à la tête du groupe d'officiers qui s'emparèrent de Nin à Alcalá de Hénarès. Quelques jours plus tard, les journaux illustrés publièrent sa photographie en le donnant comme membre important de l'Etat-major de la Division Lister.

Il apparaît que la Guépéou ne se contentât pas de ce premier « travail » de son agent Léon Narvich. Celui-ci revint à la charge, d'abord, il tenta de rentrer de nouveau en relations avec les camarades de Madrid en disant qu'il avait des informations importantes à communiquer sur l'assassinat de Nin. Comme on connaissait déjà son métier, personne ne s'y laissa prendre. Puis il se rendit à Paris pour « travailler » dans les milieux révolutionnaires d'opposition. Il revint à Barcelone, où il ne chercha plus à entrer en contact avec le P.O.U.M., il s'introduisit dans les milieux trotskistes.

Et puis un beau jour, au mois de décembre 1937, on découvrit, dans les environs de Barcelone, le cadavre d'un jeune commissaire étranger qui portait en bandoulière un appareil photographique. Les agents du S.I.M. se rendirent au lieu où avait été découvert le cadavre de Léon Narvich, firent en hâte main basse sur toute la documentation et laissèrent le cadavre sur place. Quelques minutes plus tard, arrivèrent les agents de la brigade criminelle, dirigés par l'assassin accrédité Mendez Carballo, qui enlevèrent le cadavre.

Le dossier de l'enquête ouverte sur cette affaire portait le titre suivant : « Enquête ouverte pour homicide sur la personne de Léon Narvich, agent du S.I.M. affecté aux services spéciaux dans les milieux bolcheviques-léninistes ».

La scandaleuse tentative de séquestration du juge Moreno Leguia

Etant donné l'importance politique internationale que prit l'assassinat d'Andrés Nin dans les milieux ouvriers et libéraux de l'étranger ainsi que les scrupules de conscience qu'éprouvèrent certains dirigeants politiques, le Gouvernement décida de désigner un juge spécial chargé exclusivement de l'instruction de cette affaire. Manuel Moreno Leguia fut nommé juge et Carlos de Juan, qui depuis, dut à sa docilité d'être nommé Directeur général de la police, fut nommé Procureur général.

Nous n'avons pas de raison pour douter, en principe, de l'honorabilité personnelle de Moreno Leguia, mais nous en avons assez pour ne croire point en sa valeur civique. A notre avis, le juge Moreno Leguia commença d'instruire l'affaire avec une évidente bonne volonté. Il interrogea d'abord les camarades d'Andrés Nin au C.E. du P.O.U.M. qui se trouvaient alors à la prison cellulaire de Valence. Ils répétèrent dans leurs déclarations tout ce qu'ils avaient réussi à savoir concernant la détention, la séquestration et l'assassinat d'Andrés Nin. C'était un point de départ et d'orientation.

Moreno Leguia n'eut pas besoin de beaucoup d'informations pour se faire une opinion sur la personnalité des responsables de l'assassinat de Nin. La responsabilité directe des agents staliniens de Madrid lui étant apparue, il ordonna l'arrestation et l'incarcération de sept d'entre eux. Le juge, armé de sa connaissance théorique des lois bourgeoises, croyait avoir la faculté d'emprisonner les agents de police délinquants ; mais il ignorait que sous l'empire du stalinisme, si les criminels sont à son service, ils jouissent d'une totale impunité.

Au lieu d'accomplir l'ordre d'arrestation des sept agents, la police recourut à la violence contre Moreno Leguia et tenta de le séquestrer. Ce premier projet n'ayant pas réussi, ils en vinrent même à une menace de séquestration contre sa mère et sa fille, qui résidaient hors de Madrid. Effrayé, le juge renonça à ses fonctions et laissa en suspens l'instruction commencée contre les auteurs de l'assassinat d'Andrés Nin.

Toutes les pressions et violences qui s'exercèrent contre le juge Moreno Leguia furent dirigées par Gabriel Moron lui-même, qui avait été socialiste anti-stalinien et remplissait alors à titre intérimaire la charge de Directeur général de la police. Au cours du procès contre le C.E. du P.O.U.M., le ministre de la Justice d'alors, don Manuel Irujo, déclara catégoriquement que le Conseil des ministres décida de destituer Gabriel Moron (encore que la destitution ait pris le nom de démission) à cause de son intervention dans les attentats de la police stalinienne contre le juge Moreno Leguia. Antérieurement, le lieutenant-colonel Ortega avait été destitué de la charge de Directeur général de la police à cause de sa participation à la détention, à la séquestration et à l'assassinat du secrétaire politique du P.O.U.M.

Ce qui se passa avec le juge Moreno Leguia fut une confirmation de plus de ce qui s'était passé avec quelques membres du premier gouvernement de Negrin. Rougissant en lui-même du sentiment qu'avait l'opinion publique étrangère sur cette affaire d'assassinat, certain ministre tenta d'éclaircir les responsabilités et de sauver les autres compagnons de Nin, du C.E. du P.O.U.M. ; nous nous trouvions en effet séquestrés à Madrid avec la perspective quasi-assurée de connaître aussi le triste sort de notre ami. Les autorités qui agirent en cette occasion se heurtèrent constamment contre les obstacles opposés par des « pouvoirs occultes » qui agissaient sans faire le moindre cas des normes légales et avec une totale indépendance. Jamais on ne voulut dire publiquement qui étaient ces « pouvoirs occultes ». Nous le disons ouvertement : c'était la Guépéou russe, plus puissante en Espagne que personne.

Un libellé immonde : « Espionnage en Espagne »

Peu de temps avant le procès contre le C.E. du P.O.U.M., le jeu politique mené par le stalinisme était déjà évident pour tout le monde. La campagne de calomnies menée contre Nin pour justifier son assassinat était en pleine décadence. On courait le risque de voir absous les inculpés et de voir le cas de Nin officiellement posé. Il fallait de nouveau alimenter le bûcher. C'est l'Ambassade soviétique à Barcelone qui s'en chargea. Le Directeur général de la police avait nommé Victorio Sala, personnage qui n'était connu des milieux ouvriers de Barcelone que par ses multiples escroqueries, commissaire de police spécial près l'Ambassade soviétique. Cet homme avait appartenu en d'autres temps au Bloc Ouvrier et Paysan, dont il s'était séparé pour passer au stalinisme. C'était un individu servile, un aventurier, et qui se prêtait facilement aux plus viles besognes. C'est lui qu'utilisa l'Ambassade soviétique pour attiser la campagne d'injures et de calomnies contre Andrés Nin et contre le P.O.U.M.

Victorio Sala fut chargé de monter l'affaire connue sous le nom de « procès Roca-Dalmau ». Un beau jour, un agent de Sala se présenta au domicile d'un fasciste connu de Gérone. Se disant phalangiste, il demanda qu'on lui fît la grâce de lui garder une valise pendant quelques heures. Le fasciste de Gérone accéda à sa demande. Deux heures plus tard, les agents de Sala se présentèrent, cette fois-ci officiellement ; ils prirent possession de la valise et ils découvrirent des documents extrêmement intéressants, des documents graves, très graves : plans de ponts, modèles de mortiers, instructions pour les bombardements d'objectifs militaires, etc., etc... Tous ces documents portaient le sceau du Comité militaire du P.O.U.M. Mais on découvrit quelque chose de plus radical encore : un rapport dans lequel des membres de notre parti faisaient part de leur projet d'assassiner Prieto, Lister, Modesto, Walter et quelques autres.

Naturellement, le fasciste Roca fut arrêté. Grâce à un « habile interrogatoire », un des ces interrogatoires dont la Guépéou possède l'exclusive spécialité, ce Roca déclara que tous les documents étaient authentiques. Peu lui importait de manquer à la vérité ; après tout, nous étions aussi ses ennemis et il nous haïssait. Cependant, au procès, il expliqua les mauvais traitements dont il avait été l'objet pour l'obliger à faire cette déclaration ; il affirma n'avoir jamais eu de relations avec le P.O.U.M. et déclara ne pas connaître un seul de ses militants ; il accusa ouvertement le Commissaire Victorio Sala de l'avoir odieusement martyrisé pour obtenir qu'il signât une déclaration contre le P.O.U.M.

En même temps, d'autres agents de Victorio Sala dérobèrent quelques documents qui figuraient dans le dossier du procès contre le C.E. du P.O.U.M. Des uns et des autres on fit des copies photographiques. Sala se chargea également d'écrire un petit feuilleton policier pour illustrer la reproduction des photos. Il livra le tout aux Conseillers de l'Ambassade. Ceux-ci mirent au point les originaux, ajoutèrent de nouvelles infamies et mirent en ordre les illustrations. Ce travail collectif devait cependant porter un nom d'auteur. On inventa celui de Max Rieger. Ainsi fut fabriqué le libellé immonde intitulé : « *Espionnage en Espagne* », qui fut publié dans toutes les langues et qui était destiné à porter à leur comble les calomnies contre Andrés Nin et son parti. Ainsi s'expliquent aussi les tournures étranges qui abondent dans la version espagnole.

On avait besoin d'un préfacier qui donnât quelque prestige au libellé. On eut recours à José Bergamin, jésuite repent. En échange de quoi, il put faire de luxueux voyages à l'étranger, tandis que les militants du P.O.U.M. mouraient dans les tranchées. Mais sur sa conscience pèsera éternellement l'immense indignité d'avoir fait un monstrueux prologue pour un libellé immonde.

Une sentence vengeresse

Du 11 au 22 octobre 1938 eut lieu à Barcelone, devant le Tribunal central d'espionnage et de haute trahison, le procès du Comité exécutif du P.O.U.M. Les camarades d'Andrés Nin comparurent devant le Tribunal et celui-ci fut déclaré contumace (en rébellion) ! comme si les morts pouvaient se rebeller !

L'instruction de l'affaire se fit sur la base du « document N » commenté ci-dessus et de la détention ainsi que de la responsabilité supposée d'Andrés Nin. On tenta d'étendre ensuite cette responsabilité au C.E. du parti et au P.O.U.M. tout entier pris collectivement. Au cours de l'instruction, on tenta de démontrer l'existence de relations supposées entre les travailleurs révolutionnaires appartenant au P.O.U.M. et leurs mortels ennemis les fascistes.

Il est bien inutile de rappeler l'infâme campagne qui se déroula en Espagne et à l'étranger sur de semblables mensonges. On en vint à dire que les membres du C.E. du P.O.U.M. « avaient avoué tous leurs crimes ». Le vénal Alvarez del Vayo déclara aux journalistes étrangers, sitôt après l'arrestation de Nin, que « celui-ci était convaincu d'espionnage et qu'il avait avoué ». L'entreprise stalinienne de mensonges nommée « Agence España » n'hésita pas à écrire : « Il existe des preuves écrasantes contre les dirigeants du P.O.U.M. ». Pendant longtemps, la presse stalinienne demanda sur tous les tons « le piquet d'exécution pour les bandits exceptionnels du P.O.U.M. ». Aux inscriptions peintes sur les murs des maisons par les courageux poumistes qui demandaient : « Où est Nin ? », des gardes d'assaut au service du parti communiste ajoutaient au-dessous : « A Salamanque ».

Le procès monté contre nous et où toutes les preuves devaient être apportées et à la suite duquel « la responsabilité fasciste du P.O.U.M. apparaîtrait en plein jour », eut lieu à Barcelone, publiquement. Le parti communiste fut invité à désigner un accusateur privé. Il renonça à cette occasion unique de présenter « ses preuves ». Cependant, il recourut à toutes sortes d'infamies pour déformer la vérité, pour terroriser le tribunal, pour exciter la haine populaire contre les accusés.

Pourtant, les ressources infinies qui furent mises en œuvre, tous les mensonges accumulés s'écroulèrent comme un château de cartes, crevèrent comme des bulles de savon. Parmi ceux qui assistèrent au procès, il n'y eut pas un esprit honorable pour découvrir le moindre indice de culpabilité contre le P.O.U.M. Bien au contraire, le procès permit de réaffirmer une fois de plus la conduite révolutionnaire qui avait toujours été celle des accusés. Le Tribunal dut se rendre à l'évidence et formuler une sentence qui constituait pour tous les accusés un brevet d'honorabilité politique, et en premier lieu pour Andrés Nin, dont on avait fait la tête visible du procès contre le P.O.U.M. Le paragraphe essentiel de la sentence prononcée le 29 octobre 1938 par le tribunal central d'espionnage et de haute trahison est le suivant :

« Des débats, il n'apparaît pas qu'il soit prouvé que les accusés aient fourni aux factieux aucune sorte d'information concernant la situation des fronts de bataille ou l'organisation de l'arrière. Qu'ils aient entretenu des relations directes ou indirectes avec eux ni avec des organismes policiers ou militaires des pays envahisseurs ; qu'ils aient été en contact et aient aidé des groupes ou des organisations phalangistes du pays, ou de toute autres espèce, qui prêtent leur appui aux combattants rebelles, ni qu'ils aient reçu pour la propagande politique de leur parti une aide économique des ennemis de l'Etat. En revanche, les débats font apparaître qu'ils ont tenu une attitude antifasciste visible et ancienne, qu'ils ont contribué par leurs efforts à la lutte contre le soulèvement militaire et que l'activité dont il s'agit répondait uniquement au projet de dépasser la république démocratique et d'instaurer leurs propres convictions sociales. FAITS QUE NOUS DECLARONS DEMONTRES. »

Le jugement ne peut donc être plus catégoriquement clair. On condamna cependant quatre des condamnés à 15 ans de prison et une autre à onze ans. Quant à Andrés Nin, il est toujours contumace !

Pourquoi les condamna-t-on tous ? Eh bien !... Pour les « journées de mai ». Précisément pour l'affaire dont ne s'était pas occupé l'instruction, précisément pour l'affaire qui démontre le mieux leur entière dévotion à la cause révolutionnaire de la classe ouvrière ; précisément pour ce qui honore le plus la mémoire d'Andrés Nin, des condamnés et de leur parti.

Mais cette sentence a aussi une histoire intime dont on sait quelque chose et dont on saura tout. Le Tribunal était absolument résolu à absoudre librement les accusés. On peut supposer toute la terreur politique que cela produisit dans le parti communiste et parmi ses agents étrangers. On recourut à toutes les pressions, on mit en jeu tous les ressorts, on menaça d'une crise ministérielle. Le Gouvernement intervint. Il y eut des tiraillements entre le pour et le contre. Finalement triompha une formule transactionnelle : la sentence donnerait pleine satisfaction politique aux accusés et les condamnerait pour les événements de mai. Telle fut la sentence qui est un prix de consolation pour les staliniens et une réhabilitation politique pour Andrés Nin, pour les accusés et pour le P.O.U.M.

Du verdict lui-même, on déduit catégoriquement que le Tribunal considéra comme faux les documents confectionnés par le stalinisme pour nous accuser. Cependant, le Tribunal ne chercha pas à établir la responsabilité des falsificateurs et des faussaires. C'eût été aller trop loin. Le Tribunal n'avait pas tant de courage. D'ailleurs, le gouvernement lui-même le lui eût interdit. Il y avait une solidarité complète entre tous pour couvrir les assassins et leurs complices.

La mémoire de Nin flottait dans la salle...

Le Tribunal reçut une consigne expresse et formelle, consigne qu'il respecta d'une façon absolue : on n'avait pas le droit de parler d'Andrés Nin pendant le procès. Nin était « déclaré contumace » ; on n'admettait donc pas la moindre allusion à sa personne. C'est que son souvenir est devenu pour bien des gens une torture constante.

Mais la mémoire de Nin flottait dans la salle... Un grand portrait de lui figura pendant tout le procès sur le banc des accusés. Personne n'eut l'audace d'empêcher cela. On savait que les accusés étaient résolument prêts à le défendre ; on savait aussi que tenter de l'enlever, cela conduirait à parler de Nin. On était tout à fait décidé à ne pas réveiller de mauvais souvenirs dans la conscience de quelques-uns en évoquant la figure du grand dirigeant de la classe ouvrière espagnole, assassiné dans de sinistres conditions.

A la fin du procès, un des accusés se leva pour dire ces simples mots : « Ce procès a commencé avec la séquestration et l'assassinat d'Andrés Nin et il ne peut se terminer que par un hommage rendu à sa mémoire par une minute de silence ». Tous les accusés et la majorité de la salle, debout, le poing en l'air, observèrent la minute de silence. Affolé, le président suspendit en hâte la séance en agitant bruyamment sa sonnette.

La mémoire de Nin flottait dans la salle...

Nous accusons !

Malgré toutes les pressions, toutes les menaces, toutes les persécutions et tous les attentats auxquels on eut recours, les responsables moraux et matériels de la mort de Nin n'ont pas pu cacher leurs crimes ; malgré les complicités et les protections qu'ils ont trouvés, ils n'ont pas pu éviter que l'on sache qui sont les auteurs de telles monstruosités. Nous, devant la classe ouvrière espagnole et internationale, nous accusons :

Fernando Valentin Fernandez,
Carlos Ramallo y Garcia Nuño,
Jacinto Rossell Colmo,
Jacinto Ucedo Mariño,
Manuel Aguirre Cepada,
Andrés Zurreyo la Ochoa,
Javier Jimenez Martin,
Pedro de Buen y Lopez Heredia,
Angle Aparicio Martinez,
Cipriano Blas Roldan,

Tous agents de police au service du parti communiste à Madrid, d'être les auteurs de l'arrestation, de la séquestration, de l'alibi et de l'assassinat d'Andrés Nin. Les quatre premiers ont le plus grand degré de responsabilité en tant que chefs et bourreaux directs ; Fernando Valentin, chef de la Brigade spéciale en tant qu'inspirateur intellectuel ; Carlos Ramallo, jeune homme de 23 ans qui n'appartenait à aucun parti avant le 19 juillet, en tant que spécialiste de la Brigade pour l'application des tortures ; Jacinto Rossell, en tant que chef des services de cette brigade et directeur pratique de l'exécution des faits et Jacinto Ucedo, comme chef adjoint de la brigade qui a soigneusement veillé à l'accomplissement du crime et à ses

préparatifs. Les autres, en tant qu'exécuteurs dociles et complaisants de tout le plan de persécution et d'assassinat d'Andrés Nin.

Ils contribuèrent tous, dans une mesure plus ou moins grande, avec plus ou moins de responsabilités : à falsifier le « document N », à induire en erreur certaines hautes autorités en leur faisant croire à son authenticité, à arrêter Andrés Nin sans ordre préalable, à le soustraire arbitrairement à la juridiction des autorités catalanes et à le conduire à Madrid, à le torturer, à le séquestrer dans un chalet particulier d'Alcala de Hénarès, à se mettre d'accord avec des militaires staliniens étrangers pour l'enlever et l'assassiner, à inventer la fable selon laquelle les auteurs du rapt étaient des agents de la Gestapo, à tenter de séquestrer le juge Moreno Leguía, etc., etc.

Nous accusons également comme ayant été complices et ayant couvert l'assassinat d'Andrés Nin :

David Vasquez,
Le lieutenant-colonel Ortega,
Le colonel Burillo,
Gabriel Moron.

Le premier, David Vasquez, alors chef de la police de Madrid pour avoir sanctionné au moins, tacitement, le crime de ses subordonnés ; le lieutenant-colonel Ortega, pour avoir protégé et justifié les criminels ; le colonel Burillo pour avoir été le complice des assassins à Barcelone ; et Gabriel Moron, pour avoir couvert les auteurs et les complices de l'assassinat et pour avoir dirigé la tentative de rapt contre le juge Moreno Leguía.

Tous ces individus, exerçant des fonctions officielles, ont consenti, sanctionné ou exécuté le crime dont Andrés Nin a été la victime et la falsification des « documents » par lesquels on a voulu salir sa mémoire. Et, ce qui est pis, ils ont été les interprètes de ces infamies par arrivisme, par appétit d'avancement, par vénalité. Ils n'ont même pas pour circonstance atténuante d'avoir agi par sectarisme aveugle, car aucun d'entre eux, à l'exception de Moron, n'était lié au mouvement ouvrier avant le 19 juillet.

Il faut mettre en lumière toutes les circonstances du crime

Les faits que nous avons apportés, l'assassinat d'Andrés Nin et toutes les circonstances qui entourèrent sa mort ne peuvent en aucune façon restés insoumis. La classe ouvrière espagnole, maintenant qu'elle comme à voir clairement tout le mal qu'a impliqué et que représentent le stalinisme et les méthodes néfastes qu'il a introduit dans le mouvement ouvrier par l'emploi de la calomnie, de l'infamie, de la persécution et de l'assassinat doit une réhabilitation à Andrés Nin, qui a payé de sa vie sa loyauté envers le prolétariat.

En défendant la mémoire de Nin, en exigeant qu'on fasse justice de ses assassins et de leurs complices, la classe ouvrière espagnole accomplira un geste de grande importance politique, car elle démontrera ainsi que si, depuis des générations, elle lutte contre la tyrannie, ce n'est pas pour retomber sans résistance sous la coupe d'un autre criminel despotisme. Dans la lutte pour la vérité, dans le combat contre les assassins munis de la carte du parti communiste, le prolétariat espagnol démontrera qu'il aime assez la liberté intégrale pour ne pas se laisser soumettre à la barbarie asiatique.

Le prolétariat aspire à l'instauration d'une société humaine d'où auront disparu pour toujours les martyres, les tortures et les assassinats du régime capitaliste. A plus forte raison, il ne peut autoriser l'emploi de semblables procédés contre des hommes qui furent toute leur vie des militants révolutionnaires, ni qu'on prive ainsi le prolétariat de ses chefs les plus lucides et les plus nécessaires. Ceux qui procèdent ainsi, même s'ils se prétendent militants du mouvement ouvrier, en sont des fils dénaturés, qu'il faut implacablement démasquer et stigmatiser.

La condamnation morale des assassins d'Andrés Nin sera en même temps un verdict politique contre le stalinisme et ses complices.